



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du Vendredi 8 Décembre 2023 à 9 H 30

L'an DEUX MIL VINGT TROIS, le vendredi 8 décembre à 9 Heures 30, s'est réuni, en présentiel et en visioconférence au Siège de Val de Berry, 14 rue Jean-Jacques Rousseau à Bourges, le Conseil d'Administration.

ETAIENT PRESENTS :

Emmanuel RIOTTE	Président – 3 ^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental Maire de St Amand-Montrond
Bernadette GOIN	Vice-Présidente – Conseillère Communautaire Agglo – Maire de Berry-Bouy
Béatrice DAMADE	Membre – 6 ^{ème} Vice-Président du Conseil Départemental
Fabrice CHOLLET	Membre – Conseiller Départemental Maire de St Martin d'Auxigny
Franck MICHOUX	Membre – Conseiller Départemental Adjoint au Maire de Vierzon 1
Nathalie LEMARCHAND	Membre – Représentant Caisse des Dépôts
Irène FELIX	Membre – Présidente de l'Agglomération de Bourges Plus
Thierry CHATELIN	Membre – Personnalité qualifiée
Christine CHEZE-DHO	Membre – Adjointe au Maire de Bourges Conseillère Communautaire
Annette BUREAU	Membre – Adjointe au Maire d'Aubigny Sur Nère Secrétaire de Séance
Charles COLLIN	Membre - Président CAF du Cher
Dominique DHENNE	Membre – Représentant Action Logement
Daniel ROBIN	Membre – Secrétaire National de la Fédération Départementale du Secours Populaire Français
Nicole MASSICOT	Membre – Présidente de l'UDAF
Denise DURANTON	Membre – Représentant des locataires (CNL)
Ghislaine DROUET	Membre – Représentant des locataires (CLCV)
Annie VERHOEVEN	Membre – Représentant des locataires (CLCV)
Guy GONZALES	Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)
Rachid BOUADMA	Membre – Secrétaire Général de l'UD CFDT du Cher

ETAIENT EXCUSES :

Clarisse DULUC

Membre – Conseillère Départementale - Maire d’Orval
Pouvoir à Béatrice DAMADE

Jean-Luc BRAHITI

Membre – Conseiller Départemental

François DESCHAMPS

Membre – Président de l’Entraide Berruyère
Pouvoir à Emmanuel RIOTTE

Hugo LEFELLE

Membre – Adjoint au Maire de Bourges
Pouvoir à Christine CHEZE-DHO

Auguste DORLEANS

Membre – Représentant Tivoli Initiatives
Pouvoir à Thierry CHATELIN

Daniel DERET

Membre – Président de l’URHAJ Centre Val de Loire
Pouvoir à Daniel ROBIN

Claude HENRY

Membre – Représentant des locataires (Indecosa-CGT)
Pouvoir Guy GONZALES

Nicolas LEPAIN

Membre – Représentant l’UD CGT du Cher

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA SEANCE :

Michaël DURAND

Représentant la Direction Départementale
des Territoires du Cher

Frédéric DECOIN

Secrétaire du Comité Social et Economique de Val de
Berry

PRESENCE DU COMITE DE DIRECTION :

Benoît LEMAIGRE

Directeur Général

Jean-Luc PINSON

Directeur Général Adjoint – Directeur des Finances

Emilie LARAINÉ

Directrice des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Nathalie CLOUET

Directrice de la Clientèle

Olivier SCHUBNEL

Directeur Technique et Développement

Michaël PHILIBERT

Directeur Commercial et de la Proximité

Nadège BEDU

Assistante de Direction

.....
La séance est levée à 11 H 45.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

=====

Séance du Vendredi 8 Décembre 2023 à 9 H 30

=====

XXIII - PARTENARIAT C2S - PRESTATION DE MEDIATION SOCIALE - VIERZON

Prestation de médiation sociale dans le cadre de réhabilitations cités Clos du Roy et Gustave Flourens.

Val de Berry a entrepris un important programme de rénovation sur les cités du Clos du Roy et Gustave Flourens à Vierzon. Celui-ci intègre des travaux sur le bâti et à l'intérieur des logements.

Une partie des travaux, à réaliser au domicile de certains locataires, ne peuvent être menés correctement à leur terme, du fait de difficultés rencontrées en matière d'hygiène, et/ou d'impossibilité de traiter la présence de nuisibles.

Val de Berry a signé un partenariat avec l'association C2S, qui propose un service d'accompagnement et de médiation avec les habitants concernés, afin de lever les freins et objections bloquant les actions et travaux nécessaires à l'opération de réhabilitation :

- Présence aux rendez-vous d'intervention des techniciens de désinsectisation,
- Supervision, aide à la mise en œuvre et au respect des consignes et protocoles liées à ces interventions,
- Mise en place de solutions pouvant pallier les difficultés rencontrées par les locataires dans la mise en œuvre des consignes contraignantes liées aux interventions et protocoles.

Il est demandé au Conseil d'Administration de prendre acte de la convention détaillée jointe quant aux modalités d'application et au cout des prestations.

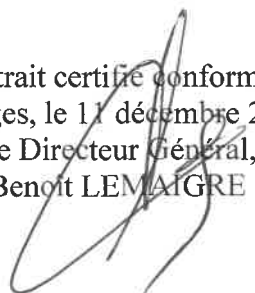
DELIBERATION

Le Conseil d'Administration prend acte de la signature de la convention de partenariat avec C2S Services ayant pour objet des prestations de médiation accompagnant les prestations de désinsectisation sur les cités du Clos du Roy et Gustave Flourens à Vierzon.

.....
La Secrétaire de Séance,
Annette BUREAU

.....
Le Président,
Emmanuel RIOTTE

Extrait certifié conforme
Bourges, le 11 décembre 2023
Le Directeur Général,
Benoit LEMAIGRE





OBJET : Prestation de médiation accompagnant les prestations de désinsectisation – Cité CLOS DU ROY à Vierzon

Entre :

La régie de territoire C2S SERVICES, association loi 1901, déclarée sous le numéro 18 30069 49 9, dont le siège social est au 38 rue du Maréchal Joffre à Vierzon, Mme Karine LAFFONT,

Ci-après dénommée C2S

Et :

Val de Berry – Office Public de l'Habitat du Cher –, dont le siège social est au 14 rue Jean Jacques Rousseau à Bourges, représenté par son directeur général, M. Benoît LEMAIGRE, dûment habilité aux présentes par délibération du 24 juin 2022,

Ci-après dénommé le bénéficiaire

PREAMBULE

La régie de territoire, C2S SERVICES, porte le label national des « régies de quartiers » depuis sa création, et est de ce fait adhérente au réseau national des régies de quartiers et de territoire. Son action et ses modes opératoires s'inscrivent donc dans le cadre du dispositif « régie de quartiers » tel que reconnu dans la loi contre les exclusions du 29 juillet 1998, et dans la charte nationale d'insertion attachée à l'article 10 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003, d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Val de Berry soutient la régie inter-quartiers C2S SERVICES depuis sa création, dans ses activités et ses actions sur les quartiers de Vierzon relevant de la géographie prioritaire de la politique de la ville, contribuant ainsi à la pérennité d'un projet global visant le mieux vivre dans ces quartiers d'habitat social :

- Un projet social et de citoyenneté :

La finalité d'une régie de quartier(s) est de permettre sur son territoire, l'accès à la citoyenneté des habitants, ainsi que le développement du lien social. Ces objectifs s'atteignent en impliquant les habitants des quartiers visés dans la vie sociale (services de proximité, manifestations, associations, contact avec les institutions etc.), et en les responsabilisant par rapport à leur environnement physique (parties communes des lieux d'habitation, espaces publics, etc.). Ceci n'est possible qu'avec le partenariat actif des principaux acteurs du terrain, tels que les bailleurs sociaux et la mairie.

- Une double dimension, économique et sociale :

La régie développe des activités économiques ou des activités sociales, dès lors que ces dernières permettent d'impliquer et de faire participer les habitants, à la réalisation de services au profit des habitants

- Une intervention territorialisée :

Le territoire d'une régie de quartier(s) est son périmètre d'intervention. Celui-ci permet de délimiter la proximité tant urbanistique, économique que sociale à l'intérieur de laquelle s'exercent ses missions. Il s'en dégage les points suivants :

- 1) Proximité d'une communauté d'habitants vivant une identité partagée.
- 2) Maîtriser les coûts par la responsabilisation directe des habitants sur les choix de gestion urbaine au quotidien.
- 3) Economie en circuit court par le réinvestissement dans l'économie locale des masses salariales dégagées par les activités.

Le territoire de C2S SERVICES s'inscrit à l'échelle du Pays de Vierzon, avec comme clé d'entrée principale les habitants de ce territoire en situation de rupture ou d'exclusion socioprofessionnelle. Cependant, les quartiers d'habitat social du nord de Vierzon continuent à constituer le cœur de son activité, et la très grande majorité de ses interventions.

- Les salariés : des habitants des quartiers / du territoire

Les activités (économiques ou sociales) de C2S SERVICES génèrent des emplois pour les habitants du territoire parmi ceux les plus en difficulté d'insertion sociale et professionnelle : adultes chômeurs de longue durée, Rmistes, mères de familles monoparentales, jeunes sans qualification ni expérience professionnelle, travailleurs handicapés.

ARTICLE 1 – OBJET

Val de Berry entreprend un programme de rénovation important sur la cité du Clos du Roy. Celui-ci intègre des travaux sur le bâti et à l'intérieur des logements. Leur réalisation a été attribuée à l'entreprise BOUYGUES CONSTRUCTION.

Cette dernière a procédé au recrutement d'une collaboratrice assurant la mission de « facilitatrice travaux », laquelle intervient en qualité d'interface entre les locataires et l'entreprise. Elle procède ainsi au signalement, entre autres, des situations complexes et susceptibles de nécessiter des interventions en termes d'accès au logement, d'hygiène, d'encombrement ou d'infestation d'insectes.

Une partie des travaux à réaliser au domicile de certains locataires ne peuvent être menés correctement à leur terme, du fait de difficultés rencontrées en matière d'hygiène, et/ou d'impossibilité de traiter la présence de blattes, et/ou de punaises de lits.

L'association C2S SERVICES propose un service d'accompagnement et de médiation avec les habitants concernés du 1,2,3,4,5,6,7,8,10,12,14,16,18 rue Gagarine afin de lever les freins et objections bloquant les actions et travaux nécessaires à cette opération de réhabilitation :

- Présence aux rendez-vous d'intervention des techniciens de désinsectisation
- Supervision et aide à la mise en œuvre et au respect des consignes et protocoles liées à ces interventions de désinsectisation :
 - o Respect des temps de séchage des produits
 - o Déplacement du mobilier
 - o Traitement/lavages/conservation, voire évacuation des effets contaminés (vêtements, linges de maison, meubles, etc.)

- Mise en place de solutions, ou accompagnement vers des relais d'aide, pouvant pallier les difficultés rencontrées par les locataires dans la mise en œuvre des consignes contraignantes liées aux interventions et protocoles.

La régie territoire C2S SERVICES propose d'intervenir selon les modalités opérationnelles suivantes :

- Rencontre individuelle, avec l'appui du gardien du site, de l'ensemble des locataires identifiés en vue de programmer une rencontre visant à établir un diagnostic, technique et social, des difficultés et des points de blocage sur lesquels agir,
- Revue régulière des locataires, pour accompagner la mise en œuvre des solutions que nous proposerons : expliquer, rassurer, aider à la manutention, interventions de nettoyage approfondies, présence lors des interventions de désinsectisation afin d'appuyer l'explication des consignes à appliquer, aider à la mise en œuvre desdites consignes si nécessaire, en direct ou par l'intermédiaire d'un tiers (opérateur technique, organisme d'appui, etc.), telles que le lavage des effets contaminés, préparation des effets en chambre froide, etc.

ARTICLE 2 – MOYENS ENGAGES

Un binôme d'agents (profils technique et social complémentaires) de notre structure sera mobilisé sur cette action :

- Phase 1 : l'ensemble des rendez-vous se fera en présence du binôme mixte :
 - o Rencontre du/des locataires sur présentation par le gardien
 - o Etablissement du diagnostic (qui sera aussi un temps de consolidation de la relation et de mise en confiance),
- Phase 2 : toute autre intervention, selon la nature, pourra être portée/animée indifféremment par l'un ou l'autre des deux agents, voire les deux ensembles s'ils jugent que la présence du binôme est requise.

L'ensemble des rendez-vous avec les locataires et des interventions réalisées par la suite fera l'objet d'un compte rendu individualisé hebdomadaire qui sera transmis à Val de Berry. Si à l'issue d'un rendez-vous ou d'une intervention, il est jugé utile de mobiliser une prestation (interne ou externe) faisant l'objet d'une facturation complémentaire, cette proposition sera au préalable soumise au bénéficiaire.

ARTICLE 3 – TARIFS

Les éléments tarifaires se décomposent ainsi :

- Le temps d'intervention des agents en binôme : 200 euros par demi-journée, nous prévoyons de réserver plusieurs jeudis après-midi pour démarrer la phase 1
- Le temps d'intervention d'un agent, dans la mise en œuvre opérationnelle des actions correctrices visant à accompagner les locataires et solutionner les difficultés / points de blocage, sur la base de 100 euros par demi-journée – journée variable dans la semaine selon les besoins,
- Les fournitures : des tenues de protection des agents intervenant dans les logements contaminés, à raison d'un kit par logement. Les kits comprennent, combinaison, surchaussures, et charlottes jetables.

Un planning prévisionnel d'intervention sera établi pour chaque situation identifiée. Il devra être validé par le bénéficiaire avant tout commencement d'exécution par C2S.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue sans condition de durée.
Elle prendra fin au règlement complet des situations identifiées par le bailleur pour les logements listés en annexe.

ARTICLE 5 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Les parties s'engagent mutuellement à disposer d'une police d'assurance en vigueur garantissant leur responsabilité pour toutes les activités et obligations découlant de la présente.

ARTICLE 6 – LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

La présente convention est régie par le droit français.
Les litiges survenant à l'occasion de l'exécution de la présente qui ne seraient pas réglés à l'amiable pourront être portés par l'une des parties devant le tribunal compétent.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à ne pas communiquer à des tiers les informations et documents dont ils ont connaissance au cours de l'exécution de la prestation.
Toute donnée nominative et personnelle qui aurait fait l'objet d'un traitement informatique par C2S donne à la personne identifiée un droit d'accès, de portabilité, d'opposition et de rectification des informations en contactant C2S à l'adresse mail suivante c2s@orange.fr.

Fait à Bourges, le 07 JUIN 2023

Pour C2S SERVICES

Pour Val de Berry

La Présidente
Mme Karine LAFFONT

Le Directeur Général
M. Benoît LEMAIGRE





OBJET : Prestation de médiation accompagnant les prestations de désinsectisation – cité Gustave Flourens à Vierzon

Entre :

La régie de territoire C2S SERVICES, association loi 1901, déclarée sous le numéro 18 30069 49 9, dont le siège social est au 38 rue du Maréchal Joffre à Vierzon, Mme Karine LAFFONT,

Ci-après dénommée C2S

Et :

Val de Berry – Office Public de l'Habitat du Cher –, dont le siège social est au 14 rue Jean Jacques Rousseau à Bourges, représenté par son directeur général, M. Benoît LEMAIGRE, dûment habilité aux présentes par délibération du 24 juin 2022,

Ci-après dénommé le bénéficiaire

PREAMBULE

La régie de territoire, C2S SERVICES, porte le label national des « régies de quartiers » depuis sa création, et est de ce fait adhérente au réseau national des régies de quartiers et de territoire. Son action et ses modes opératoires s'inscrivent donc dans le cadre du dispositif « régie de quartiers » tel que reconnu dans la loi contre les exclusions du 29 juillet 1998, et dans la charte nationale d'insertion attachée à l'article 10 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003, d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Val de Berry soutient la régie inter-quartiers C2S SERVICES depuis sa création, dans ses activités et ses actions sur les quartiers de Vierzon relevant de la géographie prioritaire de la politique de la ville, contribuant ainsi à la pérennité d'un projet global visant le mieux vivre dans ces quartiers d'habitat social :

- Un projet social et de citoyenneté :

La finalité d'une régie de quartier(s) est de permettre sur son territoire, l'accès à la citoyenneté des habitants, ainsi que le développement du lien social. Ces objectifs s'atteignent en impliquant les habitants des quartiers visés dans la vie sociale (services de proximité, manifestations, associations, contact avec les institutions etc.), et en les responsabilisant par rapport à leur environnement physique (parties communes des lieux d'habitation, espaces publics, etc.). Ceci n'est possible qu'avec le partenariat actif des principaux acteurs du terrain, tels que les bailleurs sociaux et la mairie.

- Une double dimension, économique et sociale :

La régie développe des activités économiques ou des activités sociales, dès lors que ces dernières permettent d'impliquer et de faire participer les habitants, à la réalisation de services au profit des habitants

- Une intervention territorialisée :

Le territoire d'une régie de quartier(s) est son périmètre d'intervention. Celui-ci permet de délimiter la proximité tant urbanistique, économique que sociale à l'intérieur de laquelle s'exercent ses missions. Il s'en dégage les points suivants :

- 1) Proximité d'une communauté d'habitants vivant une identité partagée.
- 2) Maîtriser les coûts par la responsabilisation directe des habitants sur les choix de gestion urbaine au quotidien.
- 3) Economie en circuit court par le réinvestissement dans l'économie locale des masses salariales dégagées par les activités.

Le territoire de C2S SERVICES s'inscrit à l'échelle du Pays de Vierzon, avec comme clé d'entrée principale les habitants de ce territoire en situation de rupture ou d'exclusion socioprofessionnelle. Cependant, les quartiers d'habitat social du nord de Vierzon continuent à constituer le cœur de son activité, et la très grande majorité de ses interventions.

- Les salariés : des habitants des quartiers / du territoire

Les activités (économiques ou sociales) de C2S SERVICES génèrent des emplois pour les habitants du territoire parmi ceux les plus en difficulté d'insertion sociale et professionnelle : adultes chômeurs de longue durée, Rmistes, mères de familles monoparentales, jeunes sans qualification ni expérience professionnelle, travailleurs handicapés.

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre du programme de rénovation très important engagé sur le bâti et dans les logements de la cité Gustave Flourens, une partie des travaux à réaliser au domicile de certains locataires ne peuvent être menés correctement à leur terme, du fait de difficultés rencontrées en matière d'hygiène, et/ou d'impossibilité de traiter la présence de blattes, et/ou de punaises de lits.

L'association C2S SERVICES propose un service d'accompagnement et de médiation avec les habitants concernés de la rue Gustave Flourens afin de lever les freins et objections bloquant les actions et travaux nécessaires à cette opération de réhabilitation :

- Présence aux rendez-vous d'intervention des techniciens de désinsectisation
- Supervision et aide à la mise en œuvre et au respect des consignes et protocoles liées à ces interventions de désinsectisation :
 - o Respect des temps de séchage des produits
 - o Déplacement du mobilier
 - o Traitement/lavages/conservation, voire évacuation des effets contaminés (vêtements, linges de maison, meubles, etc.)
- Mise en place de solutions, ou accompagnement vers des relais d'aide, pouvant pallier les difficultés rencontrées par les locataires dans la mise en œuvre des consignes contraignantes liées aux interventions et protocoles.

La régie territoire C2S SERVICES propose d'intervenir selon les modalités opérationnelles suivantes :

- Rencontre individuelle, avec l'appui du gardien du site, de l'ensemble des locataires

identifiés en vue de programmer une rencontre visant à établir un diagnostic, technique et social, des difficultés et des points de blocage sur lesquels agir,

- Revue régulière des locataires, pour accompagner la mise en œuvre des solutions que nous proposerons : expliquer, rassurer, aider à la manutention, interventions de nettoyage approfondies, présence lors des interventions de désinsectisation afin d'appuyer l'explication des consignes à appliquer, aider à la mise en œuvre desdites consignes si nécessaire, en direct ou par l'intermédiaire d'un tiers (opérateur technique, organisme d'appui, etc.), telles que le lavage des effets contaminés, préparation des effets en chambre froide, etc.

ARTICLE 2 – MOYENS ENGAGES

Un binôme d'agents (profils technique et social complémentaires) de notre structure sera mobilisé sur cette action :

- Phase 1 : l'ensemble des rendez-vous se fera en présence du binôme mixte :
 - o Rencontre du/des locataires sur présentation par le gardien
 - o Etablissement du diagnostic (qui sera aussi un temps de consolidation de la relation et de mise en confiance),
- Phase 2 : toute autre intervention, selon la nature, pourra être portée/animée indifféremment par l'un ou l'autre des deux agents, voire les deux ensembles s'ils jugent que la présence du binôme est requise.

L'ensemble des rendez-vous avec les locataires et des interventions réalisées par la suite fera l'objet d'un compte rendu individualisé hebdomadaire qui sera transmis à Val de Berry. Si à l'issue d'un rendez-vous ou d'une intervention, il est jugé utile de mobiliser une prestation (interne ou externe) faisant l'objet d'une facturation complémentaire, cette proposition sera au préalable soumise au bénéficiaire.

ARTICLE 3 – TARIFS

Les éléments tarifaires se décomposent ainsi :

- Le temps d'intervention des agents en binôme : 200 euros par demi-journée, nous prévoyons de réserver plusieurs jeudis après-midi pour démarrer la phase 1
- Le temps d'intervention d'un agent, dans la mise en œuvre opérationnelle des actions correctrices visant à accompagner les locataires et solutionner les difficultés / points de blocage, sur la base de 100 euros par demi-journée – journée variable dans la semaine selon les besoins,
- Les fournitures : des tenues de protection des agents intervenant dans les logements contaminés, à raison d'un kit par logement. Les kits comprennent, combinaison, sur-chaussures, et charlottes jetables.

Un planning prévisionnel d'intervention sera établi pour chaque situation identifiée. Il devra être validé par le bénéficiaire avant tout commencement d'exécution par C2S.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue sans condition de durée.

Elle prendra fin au règlement complet des situations identifiées par le bailleur pour les logements listés en annexe.

ARTICLE 5 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Les parties s'engagent mutuellement à disposer d'une police d'assurance en vigueur garantissant leur responsabilité pour toutes les activités et obligations découlant de la présente.

ARTICLE 6 – LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

La présente convention est régie par le droit français.

Les litiges survenant à l'occasion de l'exécution de la présente qui ne seraient pas réglés à l'amiable pourront être portés par l'une des parties devant le tribunal compétent.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à ne pas communiquer à des tiers les informations et documents dont ils ont connaissance au cours de l'exécution de la prestation.

Les parties se soumettent aux règles de protection des données à caractère personnel suivantes :

Afin que C2S puisse mener à bien sa mission, le bénéficiaire pourra lui communiquer la liste des locataires des immeubles, objet du présent contrat (nom, prénom, téléphone, logement, ...).

Ces informations constituent des données à caractère personnel au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Conformément aux articles 34 et 35 de cette loi, C2S s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. C2S s'engage à utiliser ces données uniquement dans le cadre du présent contrat et donc à :

- Ne pas utiliser ces informations à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat.

Le Titulaire s'engage également à supprimer ces données au terme du présent contrat et à ne pas en garder de copie. Avant suppression, il devra communiquer les données à Val de Berry et devra obtenir l'accord de l'OPH du Cher avant suppression des données.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

C2S avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Toute donnée nominative et personnelle qui aurait fait l'objet d'un traitement informatique par C2S donne à la personne identifiée un droit d'accès, de portabilité, d'opposition et de rectification des informations en contactant C2S à l'adresse mail suivante jeanlucbirski.c2s@gmail.com

Fait à Bourges, le 13 février 2023

Pour C2S SERVICES

La Présidente
Mme Karine LAFFONT



Pour Val de Berry

Le Directeur Général
M. Benoît LEMAIGRE